

**M. le Président:** Je demande au député de conclure en quelques mots.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, c'est ce que disent les pétitionnaires.

J'ai une autre pétition signée par des habitants de Drummond qui s'opposent aux réductions ignobles touchant les allocations familiales et demandent aux députés conservateurs d'intervenir ouvertement.

[Français]

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-70

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, j'ai ici des pétitions en provenance de circonscriptions vraiment importantes au Canada qui demandent à la Chambre des communes que le gouvernement retire son projet de loi C-70; il s'agit de la circonscription d'Etobicoke-Centre, circonscription du ministre des Finances (M. Wilson), de la circonscription de St. Paul's, de la circonscription de Manicouagan.

Monsieur le Président, j'en ai une autre de la circonscription de Manicouagan. Ces gens demandent et exigent que la Chambre des communes fasse pression auprès du premier ministre afin de retirer le projet de loi C-70 pour protéger les allocations familiales, de la circonscription de Champlain, de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve, de la circonscription de Rosemont... les gens de la circonscription de Saint-Jacques sont très bien représentés. Les gens de la circonscription de Verchères... Monsieur le Président, il ne me reste que deux pétitions... de la circonscription de Richelieu, de la circonscription de Saint-Hyacinthe-Bagot, et je vous assure que demain on continuera «la balance», monsieur le Président.

## LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

QUESTIONS À DÉBATTRE

**M. le Président:** En conformité de l'article 46 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de York-Est (M. Redway)—L'environnement—Le groupe de travail sur les accidents provoqués par des produits chimiques; le député de Davenport (M. Caccia)—L'environnement—La toxicité chimique de l'eau des Grands lacs. b) Les mesures gouvernementales; le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria)—Le commerce extérieur—Les négociations canado-américaines—Les quotas de commercialisation du secteur agricole. b) Les quotas—La position du gouvernement.

*Pétitions*

## AFFAIRES COURANTES

[Français]

### PÉTITIONS

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount):** Monsieur le Président, j'ai en main trois pétitions provenant de circonscriptions de la province de Québec. J'aimerais commencer avec une pétition de la circonscription fédérale de Richelieu; deuxièmement, de Champlain et, troisièmement, de Saint-Hyacinthe-Bagot.

Ces trois pétitions, monsieur le Président, concernent évidemment l'indexation des allocations familiales. Chacune plaide que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales.

[Traduction]

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par des habitants des régions de Ladysmith et de Vancouver, en Colombie-Britannique. Ils s'opposent aux projets concernant les polygone d'essais de Nanoose Bay, en Colombie-Britannique, région magnifique, paraît-il, située juste au nord de Nanaïmo. Ils prient humblement le gouvernement de ne pas renouveler l'entente entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en vue d'autoriser la cogestion du dit polygone d'essais.

Ma deuxième pétition porte également sur Nanoose Bay et émane des habitants de Vancouver qui veulent qu'on mette un terme à tous les essais d'armes dans le polygone d'essais en question.

La troisième et dernière pétition sur ce sujet émane également de Vancouver. Les signataires demandent la tenue d'une enquête publique avant la négociation de l'entente actuelle entre les deux grands pays que sont les États-Unis d'Amérique et le Canada.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur le Président, j'ai à présenter une autre pétition signée par des Canadiens de la Colombie-Britannique et concernant les allocations familiales. Les pétitionnaires protestent contre la désindexation des allocations familiales.

La pétition suivante que j'ai à présenter vient aussi de la ville de Vancouver. Les pétitionnaires protestent contre la désindexation des allocations familiales. Ils estiment que cette mesure va imposer un fardeau accru aux familles à moyen et faible revenus.

La dernière pétition, mais non la moindre, que j'ai à présenter concerne aussi la désindexation des allocations familiales. Les pétitionnaires protestent contre cette mesure qui, à leur avis, va imposer un fardeau absolument injuste et intolérable aux Canadiens à moyen et faible revenus. Je suis persuadé que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) en conviendrait et protesterait aussi s'il siégeait dans l'opposition.